

Entre

L'Etat, Ministère de la Culture et de la Communication (Direction Régionale des Affaires Culturelles du Centre – DRAC) représenté par Madame Sylvie Le Clech, directrice régionale des affaires culturelles,

Adresse : Direction Régionale des Affaires Culturelles
6 rue de la Manufacture
45043 ORLEANS Cedex

D'une part, et

La Communauté de Communes des Collines du Perche (CCCP) représentée par son Président, Monsieur Jean-Luc Ferrière, dûment habilité par la délibération (n°00213) du Conseil Communautaire du 12 février 2013,

Adresse : 36 Rue Gheerbrant
41170 MONDOUBLEAU

Il est convenu ce qui suit :

Préambule :

En présentant 14 propositions pour le développement de la lecture le 30 mars 2010, le Ministre de la Culture et de la Communication a voulu engager une nouvelle politique ambitieuse en faveur de la lecture afin de compléter et de renouveler les grands programmes menés ces dernières années pour la construction de lieux de lecture et qui ont aidé les collectivités territoriales à développer l'offre de lecture publique sur l'ensemble du territoire.

Ainsi, constatant les problèmes persistant d'accès à la lecture et de développement de la lecture, l'Etat a fait le choix de proposer aux acteurs du secteur (en premier lieu les collectivités territoriales et les professionnels des bibliothèques, mais aussi le milieu associatif) un nouveau cadre partenarial, dont l'objet principal est d'assurer le développement de la lecture et de l'accès aux usages numériques de la culture, en adaptant les outils et les services.

Ce dispositif prend le nom de «Contrat Territoire Lecture». Il s'adresse en priorité aux «territoires prioritaires» (au sens de la Datar) à savoir les territoires ruraux, péri-urbains et relevant de la Politique de la ville.

L'Etat accompagnera financièrement les collectivités qui en auront fait la demande dans la mise en œuvre de ce nouveau dispositif.

La Communauté de Communes des Collines du Perche dispose des compétences de lecture publique depuis le 1^{er} janvier 2012, date du transfert de la Médiathèque Jules Verne de la commune de Mondoubleau à la CCCP. Afin de développer la lecture publique sur son territoire, la Communauté de Communes souhaite animer le réseau que constituent désormais la Médiathèque et les points lecture existants et conforter les actions de partenariat dans le domaine de la littérature jeunesse, entre d'une part, les services communautaires et d'autre part l'Agence Rurale de Développement Culturel, L'Echalier.

La Communauté a choisi d'inscrire son action dans le cadre d'un «Contrat Territoire Lecture» dont le contenu est adapté aux caractéristiques de son territoire rural et qui lui permettra de valoriser les relations déjà très riches entre professionnels des bibliothèques, des services petite enfance et jeunesse, des écoles et de la culture.

Article 1 : Objet du Contrat :

Le présent contrat a pour objectif de préciser les engagements et les contributions de chacune des parties dans leurs champs d'intervention respectifs ainsi que les modalités de collaboration et d'échanges au cours des trois années du partenariat.

Le Contrat Territoire Lecture repose sur l'analyse attentive de la réalité du territoire que l'on trouve en accompagnement du présent contrat.

Article 2 : Les axes du Contrat :

Le Contrat Territoire Lecture présente un programme d'actions autour de deux grands axes :

1. Le réseau de lecture publique
2. L'action culturelle

Article 3 : les actions à mettre en œuvre sur ces deux axes de travail du contrat :

Le Contrat Territoire Lecture cible prioritairement le public jeune, ainsi que les publics éloignés de la lecture.

Le Contrat vise à :

- **Créer une dynamique de réseau** entre la Médiathèque et l'ensemble des points lecture,
- **Soutenir le partenariat** dans le domaine de l'action culturelle.

Selon le contenu des actions décrites ci-dessous, la Communauté de Communes et ses partenaires travailleront en relation avec :

- la Direction de la Lecture Publique (Conseil Général du Loir-et-Cher),
- l'Inspection de l'Education Nationale de l'Arrondissement de Vendôme,
- l'Agence régionale CiClic, chargée de missions dans le domaine du livre et de la lecture par l'Etat et la Région,
- la Caisse d'Allocations Familiales, notamment pour les actions de lutte contre l'illettrisme.

I. Structurer le réseau de lecture publique

En prenant en charge la compétence lecture publique, la CCCP s'engage à élaborer une politique du livre et de la lecture à l'échelle de son territoire. Cette politique sera mise en œuvre grâce au réseau de bibliothèques et points lectures animés par du personnel salarié et bénévole.

Il convient de structurer ce réseau et valoriser son identité. Il doit être un acteur et un relais des actions menées sur le territoire, notamment celles en faveur du développement de la lecture chez les jeunes et les publics éloignés.

(Cf. annexe n° 1 : tableau synthétique des actions menées)

Les actions nécessaires à la mise en place et au développement de ce réseau sont les suivantes :

I.1 : Développer l'équipement des points de desserte du réseau de lecture publique :

La Communauté de Communes souhaite renforcer la présence des points de desserte sur son territoire. Cela implique de créer de véritables espaces d'accueil, comme cela a été fait avec succès au Point Lecture de St-Agil.

Il s'agit d'équiper correctement ces points de desserte pour valoriser au mieux les collections présentées et accueillir les usagers dans les meilleures conditions. Sont donc à prévoir l'acquisition de mobilier et de supports de présentation adéquats : bacs à livres, présentoirs, fauteuils de lecture ...

I.2 : Développer l'outil informatique sur l'ensemble du territoire :

Grâce à une aide conséquente du Conseil Général, les points lecture seront dotés prochainement de postes informatiques avec un accès à internet (Point Net). Ce dispositif ne prévoit pas de gestion informatisée des collections dans ces dessertes.

L'acquisition d'un PC portable devrait permettre d'utiliser le logiciel documentaire sur tout le territoire quelle que soit la nature du Point Lecture : dépôts, soirées-lectures de La Petite Bibliothèque du Temple... Accompagné de matériel adapté (vidéo-projecteur et enceintes) cet outil informatique permettra aussi des interventions dans le champ de l'action culturelle : conférences, formations, projections vidéos...

Les Points Net mis en place par le Conseil Général permettront de favoriser le système de réservation et de circulation des documents à l'intérieur du réseau.

I.3 : Développer les collections à l'usage des Points Lecture :

Toujours dans le but d'harmoniser les services sur l'ensemble du territoire, les collections seront développées pour les rendre accessibles à tous les points de desserte, une partie des fonds du Conseil Général étant à l'usage exclusif de la Médiathèque.

Il est notamment prévu de constituer des « valises-cinéma » et de permettre aux points lectures d'avoir leurs propres abonnements à des périodiques.

I.4 : Former le personnel du réseau communautaire de lecture publique :

Le transfert du réseau à la Communauté de Communes doit permettre d'harmoniser la gestion et le fonctionnement des différents points de desserte, cela dans le but de pérenniser et dynamiser l'ensemble du réseau. C'est aussi pour la collectivité la garantie d'offrir à ses usagers un service public de qualité sur l'ensemble de son territoire.

Cela implique que la Médiathèque Tête de Réseau renforce son rôle d'animateur de réseau en incitant l'ensemble du personnel, salarié et bénévole à suivre des formations, en priorité celles du Conseil Général. Un plan de formation de l'ensemble des personnels, professionnels et bénévoles, sera élaboré.

Grâce au soutien du Conseil Général, après remise en état du réseau, des formations sur place seront organisées. Elles permettront d'acquérir une culture professionnelle commune et de mettre en place des outils de travail collectifs adaptés aux besoins de l'ensemble du réseau.

I.5 : Créer et diffuser largement des supports de communication :

Dès la mise en place du réseau de lecture publique, la communauté de communes communiquera largement sur ses missions, son fonctionnement et ses actions. Des supports de communication tels qu'un guide de l'utilisateur communautaire, des catalogues d'acquisition, etc... aideront à faire connaître et à faire reconnaître l'identité du réseau par un large public.

I.6 : Etre un lieu de ressources et d'informations :

La Médiathèque est un centre de ressources pour aider les services de la Communauté de Communes à construire certaines de leurs actions. Ainsi le réseau de lecture publique proposera un soutien renforcé à leurs actions et pourra coordonner les actions de sensibilisation des publics à la lecture.

Cela nécessite de développer et de mettre à disposition des fonds répondant aux besoins. Deux grands axes ont été retenus :

- la petite enfance : en lien avec le Relais Assistantes Maternelles et la Maison de la Petite Enfance,
- l'aide au soutien scolaire, à la lutte contre l'illettrisme et l'aide à l'alphabétisation des migrants en lien avec le Centre Social des Collines du Perche.

Ces collections seront valorisées auprès des services et de leurs publics grâce à des animations adéquates, mises en œuvre avec les partenaires, en s'inspirant de ce qui se fait actuellement (ateliers d'écriture, comités lecture, etc.).

I.7 : Une attention particulière portée aux adolescents :

Les adolescents ont tendance à moins fréquenter la Médiathèque que les plus jeunes lecteurs. Pour soutenir les pratiques de lecture de ce public, les liens et la concertation entre le CDI et la Médiathèque seront accrus et les adolescents impliqués dans les acquisitions afin de faire de ces lecteurs des prescripteurs.

Intégrer la « lecture plaisir » dans les enseignements : présentation de romans, documentaires, BD sur le temps scolaire en partenariat avec la documentaliste.

Sur le temps scolaire, présentation des nouveautés et coups de cœur jeunesse par la bibliothécaire aux élèves du Collège Alphonse Karr de Mondoubleau.

I.8 : Acquérir de nouveaux supports numériques : liseuses et tablettes :

Les bibliothèques publiques ont un rôle de médiateur auprès de leurs usagers. La mise à disposition de tablettes et de liseuses permettra de faire découvrir ces nouveaux médias et d'initier le public à leurs usages et à leurs fonctionnalités.

Ces supports peuvent aussi générer de nouvelles pratiques de lecture et d'accès à la culture, ainsi que de conquérir et fidéliser de nouveaux publics.

L'insertion du numérique est l'occasion de diversifier l'offre documentaire et de s'adapter aux nouvelles pratiques sociales de la lecture : plus large accès à la presse, mise à disposition immédiate des classiques du domaine public, etc. Elle permettrait de valoriser le contenu numérique de la borne Minimazic (borne de téléchargement légal de musique et de textes).

I.9 : Une participation opérationnelle aux projets culturels locaux :

Pour participer activement au dynamisme culturel local, et mener des actions en partenariat avec d'autres structures culturelles du territoire, notamment L'Echalier, des moyens matériels et humains sont mis à la disposition de la Médiathèque. La Médiathèque devra utiliser ces moyens :

- en étant un lieu ressource pour les partenaires (nécessité d'achat de documents spécifiques, en fonction des auteurs accueillis, des thèmes abordés, etc.)
- en participant à la préparation des manifestations (accueil des réunions, la Médiathèque étant un lieu stratégique pour les préparer ; prise de contact avec les auteurs ou les autres professionnels du livre)
- en accompagnant enseignants, animateurs, etc. dans leurs projets (information et formation sur l'économie et le droit du livre, sur la connaissance des fonds, du public visé, la charte des auteurs et des conditions de leur accueil, etc.)
- en participant à l'élaboration de certains documents de promotion
- le jour des manifestations, en participant à l'installation matérielle des expositions, spectacles, etc.

Tout ceci nécessite un temps de travail important pour le personnel de la Médiathèque, des moyens matériels spécifiques (fonds de livres), et des frais de fonctionnement (utilisation des locaux, fournitures de bureau, etc.).

II. L'action culturelle dans le domaine du livre : partenariat avec l'Echalier

Depuis le 1er janvier 2012, la CCCP a signé une convention avec l'Agence Rurale de Développement Culturel, dite « L'Echalier », notamment pour la mise en place d'actions culturelles dans le domaine de la lecture en direction du public jeune.

La CCCP souhaite, grâce au Contrat Territoire Lecture, renforcer cette mission de service public confiée à L'Echalier, pour la réalisation des actions suivantes, qui feront l'objet d'une convention spécifique avec l'association.

(Cf. annexe n° 1 : tableau synthétique des actions menées)

II.1 : Des ateliers d'écriture dans les classes :

Des ateliers d'écriture sont menés depuis une dizaine d'années dans le secteur, grâce à un partenariat entre les écoles, le collège, L'Echalier et la Médiathèque. Devant l'intérêt de cette action, qui crée notamment un lien entre le Cycle 3 et les 6èmes, la communauté se prononce pour le développement de ces ateliers grâce :

- à un nombre d'interventions supplémentaires pour améliorer la préparation du projet et le suivi en classe.
- à l'intervention d'un illustrateur pour privilégier une autre entrée dans l'écriture.

II.2 : Un salon du livre pour et par les jeunes lecteurs :

Tous les acteurs sont favorables à la poursuite du salon des Bonimenteurs, co-organisé par la Médiathèque et L'Echalier. L'impact sur les pratiques de lecture et d'écriture est important. Des améliorations peuvent être obtenues :

- augmentation du nombre d'interventions dans les classes et/ou du nombre d'auteurs,
- professionnalisation dans l'organisation : signalétique, installation technique, communication, etc.,
- Implication accrue des parents : rencontres avec les auteurs, réalisation d'animation.

II.3 : « Librairies éphémères » :

Le succès des ventes de livres lors des salons des Bonimenteurs et Graine de Lecteur montre qu'il existe un intérêt de la population locale pour les achats de livres.

A l'avenir, il serait intéressant de multiplier ces ventes de livres en partenariats avec les librairies partenaires (*Page 10/2* de Vendôme, *Librairie du Coin* de Châteaudun) et à l'occasion d'événements locaux : foire de la Saint Denis, festival de fanfares Pouët, etc.

II.4 : La création de « cabanes à livres » :

Pour inventer des formes d'échanges de livres extérieures au réseau de lecture publique, on peut s'inspirer de l'expérience des « cabanes à livres » de la ville du Havre qui permettent des échanges de livres entre lecteurs, en adaptant le projet à une communauté de communes rurale. Il s'agirait d'installer moins de dix « cabanes », lieux de dépôt des livres dans des lieux ouverts au public (exemple : hall de mairie, salles d'attente, piscine, cafés, etc.)

Des artistes plasticiens seront sollicités par la Communauté de communes afin de proposer une création originale dans sa forme et adaptée dans son usage, établissant ainsi des ponts entre littérature et création artistique.

II.5 : Programmation de spectacles jeune public en lien avec la littérature jeunesse :

L'Echalier programme régulièrement dans le cadre de sa saison culturelle, en partenariat avec la Ligue de l'Enseignement, des spectacles pour le jeune public adaptés

d'œuvres de la littérature jeunesse.

La communauté souhaite que L'Echalier poursuive ce type de programmation, en accentuant le travail de préparation avec les enseignants afin de favoriser une exploitation pédagogique approfondie.

Il ne s'agit pas en effet de créer une attitude strictement « consumériste » limitée au temps du spectacle, mais bien d'inciter à découvrir un auteur, un livre, une interprétation et le lien qui peut exister entre différentes formes d'expression et de narration.

II.6 : La création de spectacles ou d'animations par des artistes locaux :

Depuis plusieurs années, lors d'événements « littérature jeunesse », des spectacles ont été régulièrement conçus par des amateurs de l'atelier théâtre de L'Echalier assistés par des artistes professionnels, en lien avec des albums jeunesse (2012 : adaptation en théâtre d'ombre de « Ce livre-là » de Malika Doray à l'occasion du Salon des bonimenteurs ; 2013 : adaptation en théâtre d'ombres et musique des Musiciens de la Nouvelle Brême, de Pierre Delye, à l'occasion de Graine de Lecteurs). Cette création permettait d'associer le réseau du spectacle vivant à celui de la littérature jeunesse. Devant l'intérêt d'une telle action, la Communauté demande à L'Echalier d'aider à la création de ce type de spectacles, en s'appuyant sur des professionnels, notamment ceux qui sont présents sur le nord du département (conteurs, musiciens, circassiens, danseurs, comédiens, ...).

Article 4 : Engagement des parties :

Les parties ayant défini les objectifs qu'ils se sont assignés dans le cadre du présent contrat, mettront en œuvre les moyens suivants pour les atteindre :

4.1 : L'État et la Collectivité s'engagent conjointement à :

- Assurer le pilotage du plan d'actions qui sera révisé annuellement
- Préparer conjointement la liste des partenaires et associations du territoire susceptibles d'intervenir dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions,
- Assurer une réunion de pilotage annuelle du projet avec les partenaires listés ;
- Assurer, trois mois au moins avant le terme du contrat la tenue d'une réunion de bilan et d'évaluation avec les partenaires listés.

4.2 : L'État s'engage à :

- Apporter son conseil technique à la Collectivité ;
- Assurer le versement annuel d'une subvention dont le montant sera fixé chaque année, sous la réserve de la notification au budget de la Drac Centre des crédits programmés ; il pourra également être fait appel aux crédits d'investissement du concours particulier des bibliothèques inscrits au sein de la dotation globale de fonctionnement ;

4.3 : La Collectivité s'engage à :

- Confier au responsable du réseau de lecture publique la coordination et le suivi technique du contrat,
- Mobiliser les crédits pour la mise en œuvre du contrat.

Article 5 : Comité de pilotage :

5.1 : Missions du comité de pilotage :

Les orientations générales du « Contrat Territoire Lecture » de la Communauté de Communes et les actions prioritaires à mettre en œuvre chaque année seront soumises à la validation d'un Comité de pilotage, co-présidé par le Directeur régional des affaires culturelles du Centre ou son représentant et par le Président de la Communauté de Communes.

5.2 : Organisation des réunions :

Ce comité de pilotage se réunira au moins deux fois par an, à la demande de l'Etat ou de la Communauté de Communes. La première réunion sera consacrée à la définition des actions correspondant aux axes prioritaires et la seconde au bilan qualitatif et quantitatif des actions menées (évaluation sur indicateurs de la pertinence des actions en terme de résultats sur les publics ; analyse des dépenses publiques consacrées aux actions). Le Coordinateur du Réseau de la Lecture Publique en assure le secrétariat, prépare les convocations, rédige les comptes rendus et les transmet pour validation aux membres dans un délai de 15 jours maximum après la tenue de chaque réunion.

5.3 – Composition :

La composition de ce comité de pilotage est fixée comme suit :

Pour l'Etat :

Le Directeur régional des affaires culturelles ou son représentant

Le conseiller livre de la Drac Centre ou son représentant

Pour la Communauté de Communes :

Le Président de la CCCP

Le Président de la Commission Culture de la CCCP

La responsable de la Médiathèque Jules Verne

Le référent de secteur de la DLP

A titre consultatif :

Le Président de L'Echalier

Le représentant de l'Agence Ciclic

L'Inspecteur académique de circonscription

Article 6 : Durée de la collaboration entre les deux contractants :

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature. Elle peut être prolongée, avant son terme, par voie d'avenant. Au-delà, une nouvelle convention devra être conclue.

Article 7 : Dispositions financières :

7.1 : Engagement de principe :

Les deux contractants liés par cette convention s'engagent à apporter une contribution financière à la réalisation des actions qui auront été validées conjointement par le comité de pilotage. Un tableau récapitule les budgets prévisionnels et les contributions minimales des parties sur les 3 années.

(Cf. annexe n° 2 : Budget prévisionnel 2013 / 2015)

7.2 – Etablissement du budget annuel :

Le budget nécessaire à la réalisation des actions retenues par les deux contractants sera déterminé chaque année et la participation financière de la CCCP et de l'Etat sera précisée par voie d'avenants annuels. Pour 2013, le calendrier et le budget prévisionnel sont précisés en annexe 3 et 4 ainsi que le descriptif des actions et des opérations, qui devront être réalisées au titre de 2013.

7.3 : Autres financements :

Par ailleurs, des financements complémentaires seront sollicités auprès d'autres partenaires : autres services de l'Etat, CAF, collectivités territoriales dans le cadre de leurs compétences (notamment Conseil Général du Loir-et-Cher), établissements publics sous tutelle du Ministère de la culture, appels à projets spécifiques, mécénat d'entreprises, etc. Leur nature et leurs montants seront communiqués au comité de pilotage et en tant que de besoin aux partenaires, par échange de courriers et courriels.

Article 8 : Communication et information :

La Communauté de Communes des Collines du Perche s'engage à faire mention de la participation de l'Etat sur les supports de communication dédiés aux actions financées par la présente convention (mentions écrites, logotype).

Article 9 : Evaluation :

Un bilan des actions co-financées par les deux contrats sera établi chaque année dans le cadre de la préparation budgétaire de chaque exercice, durant la période 15 juin- 15 septembre au plus tard. Il s'agira d'un rapport synthétique comprenant un compte-rendu critique des actions réellement mises en œuvre, un bilan comptable et financier d'exécution, les projets prévus pour l'année suivante et le budget prévisionnel correspondant. Ce bilan sera présenté au comité de pilotage prévu à l'article 4 et transmis au ministère de la Culture et de la Communication (Drac et DGMIC/SLL). Le rapport d'évaluation, transmis à l'Etat, devra être nourri d'éléments concrets et chiffrés, mais aussi d'éléments qualitatifs, de façon à mesurer l'impact du contrat territoire lecture sur les destinataires des actions.

A l'issue des trois années de contrat, une évaluation globale de ce dispositif sera effectuée selon des modalités définies par le comité de pilotage, avec une prospective envisageant la poursuite et le développement des actions livre et lecture après la fin du contrat ou leur évolution pour une meilleure pertinence. L'Etat pourra compléter ces bilans

par des demandes ponctuelles d'informations pendant deux années après l'échéance de la convention.

Pour l'accompagner dans les bilans et évaluations décrits ci-dessus, la CCCP fera appel, le cas échéant, à l'Agence Régionale CiClic chargée par l'Etat et la Région d'une mission d'assistance culturelle, administrative et juridique aux collectivités et associations, dans les domaines de l'image animée et de la lecture.

Article 10 : Modification et résiliation :

Le présent contrat peut être modifié uniquement par voie d'avenant et avant son terme.

Chaque contractant se réserve le droit de mettre fin à la présente convention en cas de non-respect de l'une des clauses ci-dessus énoncées, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation à l'expiration du délai de deux mois pourra impliquer la restitution des subventions versées non encore utilisées.

Si l'une ou quelconque des dispositions du contrat s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, les autres dispositions gardant toute leur force et leur portée.

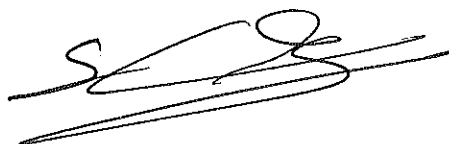
Article 11 : Règlement des litiges :

En cas de difficulté portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention, les contractants s'engagent à régler leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les contestations seront soumises au Tribunal administratif d'Orléans.

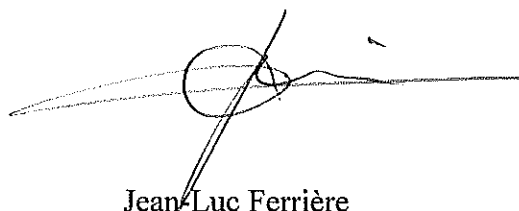
Fait à Mondoubleau, le 21 novembre 2013, en 3 exemplaires.

Pour le préfet de la région Centre,
la directrice régionale
des affaires culturelles



Sylvie Le Clech

Le président de la communauté de
communes des collines du Perche



Jean-Luc Ferrière